

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle risques accidentels  
40 rue de la préfecture  
58026 Nevers Cedex

Nevers, le 30/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SPECIALTY OPÉRATIONS FRANCE**

Quai Saint-Roch  
58500 Clamecy

Références : 260058  
Code AIOT : 0005401338

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2025 dans l'établissement SPECIALTY OPÉRATIONS FRANCE, implanté Quai Saint-Roch - 58500 Clamecy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite faisait suite à la remise du dossier de réexamen IED (relatif à la Directive des Émissions Industrielles) du site. Elle visait à mieux comprendre le dossier et à s'assurer que les choix faits sont bien conformes à la réglementation.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SPECIALTY OPERATIONS FRANCE
- Quai Saint-Roch - 58500 Clamecy
- Code AIOT : 0005401338
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement de Clamecy de la société SPECIALTY OPÉRATIONS FRANCE est spécialisé dans la fabrication industrielle de produits chimiques à destination des secteurs de l'agrochimie, des cosmétiques et des formulations industrielles de type peintures et revêtements. Ce site est régulièrement autorisé par l'arrêté préfectoral (AP) n° 2007-P-1939 du 11 avril 2007. Il s'agit d'un établissement « seuil haut » selon la directive dite « SEVESO 3 », du fait de ses stockages de liquides inflammables et de produits dangereux pour l'environnement aquatique. Il relève également de la directive dite "IED" sur les émissions industrielles.

#### Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Périmètre IED	Code de l'environnement du 06/08/2023, article R. 515-58	Demande d'action corrective	6 mois
2	Rapport de base	Code de l'environnement du 01/03/2017, article L. 515-30	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Inventaire des flux	Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article 2.2 de l'annexe I	Demande d'action corrective	6 mois
5	Dioxines et furanes (PCDD et PCDF)	Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article 5.1.1.5 de l'annexe I	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
6	Poussières	Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article 5.1.2.1 de l'annexe I	Demande d'action corrective	6 mois
7	Composés inorganiques	Arrêté Ministériel du 04/11/2024, articles 5.1.3.1., 8 et .9 de l'annexe I	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Composés organiques	Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article 5.1.1.4 de l'annexe I	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection n'a pas relevé de non-conformité, mais soulève plusieurs points du dossier de réexamen qui doivent être améliorés ou repris, en particulier le périmètre IED qui est à revoir (à étendre conformément aux règles nationales, potentiellement à l'ensemble du site).

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Périmètre IED**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 06/08/2023, article R. 515-58
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Périmètre IED

**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice notamment des dispositions du chapitre Ier du titre VIII du livre Ier, de celles de la section 1 du chapitre II du présent titre applicables en matière d'autorisation et de celles du chapitre III du titre I<sup>er</sup> du livre V, les dispositions de la présente section sont applicables aux installations relevant des rubriques 3000 à 3999 dans la colonne A du tableau annexé à l'article R. 511-9 constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ainsi qu'aux installations ou équipements s'y rapportant directement, exploités sur le même site, liés techniquement à ces installations et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution.

**Constats :**

Le dossier de réexamen indique que : le « périmètre IED » de l'établissement, au sens de l'article R. 515-58 du Code de l'environnement est constitué des installations suivantes :

- les ateliers ;
- les bâtiments logistiques (stockage de matières premières et produits finis) ;
- la STEP (station d'épuration) ;
- les installations de combustion alimentant les ateliers de fabrication.

Les zones exclues du périmètre IED, qui ne sont pas précisées dans le dossier, sont les espaces non bâtis (routes...) et quelques petits locaux qui n'ont pas été identifiés comme à enjeux.

L'Inspection précise qu'en général le périmètre IED est globalement tout le site (en intégrant les espaces de stockage produits intrants et produits finis). De plus, le périmètre doit être cohérent avec celui du rapport de base.

Le "guide pour la simplification du réexamen" (version déc.2020) établi par la Direction Générale de la Prévention des risques apporte une définition précise de cette notion de périmètre et précise "*Les procédés en aval des installations classées 3000 sont considérés comme connexes s'ils font partie intégrante des procédés correspondant aux activités IED. Les stockages sur site sont considérés comme connexes (par exemple : les stockages de produits finis d'une activité IED)*".

L'exploitant précise que l'atelier F4 existe mais n'est pas concerné par les rejets atmosphériques : c'est l'atelier F5 qui doit être pris en compte dans le périmètre IED. La mise à jour du réexamen IED le précisera.

L'exploitant indique qu'il reverra son périmètre IED dans la mise à jour de son dossier de réexamen et dans le rapport de base. La demande de représenter tous les émissaires sur un même schéma sera prise en compte autant que possible car ils sont nombreux et il est difficile de les représenter tous sur un même schéma.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant reverra le périmètre IED dans la mise à jour de son dossier de réexamen et dans le rapport de base.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

## N° 2 : Rapport de base

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/03/2017, article L. 515-30
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rapport de base
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'état du site d'implantation de l'installation est décrit, avant sa mise en service ou, pour les installations existantes, lors du premier réexamen conduit en application de l'article L. 515-28 après le 7 janvier 2013, dans un rapport de base établi par l'exploitant dans les cas et selon le contenu minimum prévus par le décret mentionné à l'article L. 515-31.</p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article L. 512-6-1, les arrêtés prévus à l'article L. 181-12 et au dernier alinéa de l'article L. 181-14 précisent lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation les conditions de remise du site dans l'état constaté dans ce rapport.</p>
<b>Constats :</b> <p>Le rapport de base (Rapport SER23015/IED-2 - version août 2024) conclut que : <i>"En raison de la présence d'impacts dans les eaux souterraines et les sols, nous recommandons la réalisation d'investigations complémentaires afin de :</i> ➤ <i>répondre aux enjeux sanitaires mis en évidence dans le schéma conceptuel ;</i> ➤ <i>délimiter les zones de pollution les plus impactées à l'exception des anomalies en métaux, qui sont réparties sur l'ensemble du site et probablement liées à la qualité des remblais.</i> <i>En fonction des résultats des investigations complémentaires et en application de la méthodologie nationale des sites et sols pollués, des actions pourront s'avérer nécessaires pour réhabiliter les sols et/ou les eaux souterraines au droit du site."</i></p> <p>L'Inspection a demandé quelles suites avaient été données au rapport de base, en particulier sur les investigations complémentaires préconisées.</p> <p>L'exploitant indique que cela figure dans l'annexe 1 du rapport SEREA SER23015/IED-1 de décembre 2023, transmis postérieurement à l'inspection. Des investigations complémentaires ont été réalisées par la société ERM en février et mars 2025 qui ont identifié des sujets et proposé des recommandations (dont des mesures en intérieur). L'exploitant a posé 5 piézomètres supplémentaires dont 3 suivis trimestriellement, les mesures vont commencer en janvier 2026. Ces mesures visent à suivre les pollutions historiques aux hydrocarbures.</p> <p>L'Inspection signale également que l'usage futur n'est pas défini par arrêté, ce qui est obligatoire pour les sites IED. L'exploitant précise que l'usage futur retenu est industriel.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant transmettra un justificatif de la demande d'avis à la mairie sur l'usage futur industriel.</p> <p>Il met son rapport de base à jour en intégrant les résultats des investigations de décembre 2023, février et mars 2025.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Inventaire des flux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article 2.2 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Inventaire des flux
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>I. - L'exploitant établit, tient à jour et révisé régulièrement (notamment à la suite d'une transformation majeure), un inventaire des émissions atmosphériques canalisées et diffuses ainsi que des flux d'effluents aqueux, dans le cadre du système de management environnemental (voir le 2.1), présentant les caractéristiques suivantes :</p> <p>i. Des informations sur le ou les procédés de production chimique, y compris : [...]</p> <p>ii. Des informations sur les émissions atmosphériques canalisées, notamment : [...]</p> <p>iii. Des informations aussi sur les émissions atmosphériques diffuses, notamment : [...]</p> <p>c. Les caractéristiques du gaz ou du liquide en contact avec la ou les sources des émissions, y compris :</p> <p>1) L'état physique ;</p> <p>2) La pression de vapeur de la ou des substances présentes dans le liquide, la pression du gaz ;</p> <p>3) La température ;</p> <p>4) La composition (en poids pour les liquides ou en volume pour les gaz) ;</p> <p>5) Les propriétés dangereuses de la ou des substances ou des mélanges, y compris les substances ou mélanges CMR de catégorie 1A, CMR de catégorie 1B ou CMR de catégorie 2 ; [...]</p> <p>iv. Informations sur les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, notamment : [...]</p> <p>c. Données relatives à la biodégradabilité (notamment DBO<sub>5</sub>, rapport DBO<sub>5</sub>/DCO, essai de Zahn et Wellens, potentiel d'inhibition biologique comme la nitrification par exemple).</p> <p>II. - Le point iii du I ne s'applique qu'aux installations pour lesquelles la quantité de substances ou mélanges organiques volatils susceptibles d'être présents au sein de l'installation est supérieure ou égale à 30 tonnes (Ces installations concernent de façon générale la fabrication de produits pharmaceutiques, la fabrication de produits chimiques organiques à grand volume de production ou de polymères). Les informations relatives aux émissions fugitives couvrent toutes les sources d'émissions en contact avec des substances organiques dont la pression de vapeur est supérieure à 0,3 kPa à une température de 293,15 K. Les sources d'émissions fugitives reliées à des tuyaux de petit diamètre (inférieur à 12,7 mm, soit 0,5 pouce), ainsi que les équipements utilisés à une pression subatmosphérique, ne sont pas à prendre en compte dans l'inventaire.</p> <p>III. - Le niveau de détail et le degré de formalisation de l'inventaire sont en rapport avec la nature, la taille et la complexité de l'installation, ainsi qu'avec ses diverses incidences environnementales possibles.</p>
<b>Constats :</b>  <p>Le dossier de réexamen indique que : "Le site dispose d'un listing de l'ensemble de ses points de rejets : document Excel intitulé « liste rejets atmosphériques », mis à jour en cas de modifications. Les réactions chimiques sont répertoriées dans les process book de chaque atelier et service procédés.</p>

Ces éléments sont précisés dans la mesure du possible dans l'inventaire aux colonnes 6 à 9, à savoir « Désignation » jusqu'à « Processus » : on y retrouve la description du contenu des flux. Toutefois, il apparaît peu pertinent d'y faire apparaître l'équation de réaction chimique compte tenu du fonctionnement en batch : tous ces rejets sont en effet reliés à un même traitement et à une seule cheminée. L'inventaire est mis à jour à chaque modification de production via le processus MOC."

Le dossier mentionne par ailleurs que "pour être en adéquation avec la MTD (meilleure technique disponible) n°2, l'inventaire des émissions atmosphériques du site doit être précisé de la manière suivante : le programme de détection de fuite, le cas échéant, doit être précisé pour les sources d'émission concernées".

L'exploitant souligne que le site est organisé avec une multitude de réseaux et de sources différences, ce qui rend difficile le respect de la prescription. Il étudiera comment mieux répondre à cette demande dans la mise à jour du dossier de réexamen.

L'Inspection a constaté la présence des outils de suivi des rejets atmosphériques et des descriptifs des procédés dans les "process book" (par exemple celui du produit RPDE qui fait 31 pages).

Pour le point "iii c" : l'exploitant indique ne pas être concerné. Il justifiera ce point dans la mise à jour de son dossier de réexamen.

Pour le point "iv c" : l'exploitant indique réaliser certaines mesures par un laboratoire agréé. Elles n'ont pas lieu sur le rejet mais au niveau des produits entrants pour assurer la bonne capacité de traitement de la STEP. Il a par exemple présenté un test de biodégradabilité en anoxie sur un fond de cuve de l'atelier F5 avant envoi à la STEP. L'exploitant signale que tous ses produits font l'objet, dans le cadre de la procédure MOC de gestion des modifications, d'une vérification que leur biodégradabilité est adaptée à leur STEP même quand la FDS (fiche de données de sécurité) indique le caractère biodégradable.

L'exploitant dispose aussi d'un suivi des rejets aqueux, avec des analyses à la STEP en entrée et sortie, par des contrôles d'un laboratoire agréé chaque semaine.

L'exploitant dispose d'un fichier (119 lignes) listant les émissaires atmosphériques, avec chaque substance et sa VLE (Valeur Limite d'Émission) (directe ou conditionnée à un flux) issue de l'AMPG (arrêté ministériel de prescriptions générales), positionnés sur QGIS (un lien direct permettant de voir sa position sera créé) et sur un plan par bâtiment et par niveau. Les traitements éventuels appliqués sont indiqués (tout ce qui est fiable à partir de F5 va vers l'OTR (oxydateur thermique régénératif)). Il dispose aussi des données de flux en kg/an, ainsi que par g/h ou par batch, couplées avec la durée de fonctionnement et le nombre de batchs. Le remplissage est fait de façon manuelle avec un fort suivi par plusieurs personnes (du site ou du groupe, qui peuvent se remplacer si besoin) ; l'exploitant réfléchit à une automatisation. Le prestataire fait les mesures et fait une vérification de la conformité par rapport à la VLE indiquée par l'exploitant.

L'exploitant indique envisager de relier le stockeur à l'OTR, mais ce projet est en attente de validation technique et financière.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit préciser le programme de détection de fuite, le cas échéant, pour les sources d'émission concernées.

L'exploitant doit justifier les raisons pour lesquelles il ne serait pas concerné par les dispositions du point "iii c", concernant les émissions atmosphériques diffuses et les caractéristiques du gaz ou du liquide en contact avec la ou les sources des émissions.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 4 : Composés organiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article 5.1.1.4 de l'annexe I		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Composés organiques		
<b>Prescription contrôlée :</b>		
L'exploitant respecte les valeurs limites d'émission ci-dessous pour les COV CMR de catégorie 2 (substance cancérigène, mutagène, toxique pour la reproduction).		
Polluant	Flux	VLE (*) en mg/Nm <sup>3</sup> dans le cas général
Somme des COV classés comme substance CMR de catégorie 2	Lorsque le flux horaire est supérieur ou égal à 100 g/h	10
(*) La valeur limite d'émission se rapporte à la somme massique des différents composés.		
<b>Constats :</b>		
<p>L'exploitant indique dans son dossier que les composés organiques sont réduits par condensation puis par un dispositif d'Oxydation Thermique Régénératif (OTR). Le rendement de ce système de traitement est supérieur à 99,9 %.</p> <p>Les NEA-MTD (niveaux d'émission associés aux MTD) sont respectés sauf un, à l'atelier F5, pour le poste de chargement naphthalène Supragil, avec un dépassement en 2022 pour les COV CMR2 (naphthalène) : la valeur mesurée étant égale à 233 mg/Nm<sup>3</sup>. L'exploitant indique dans son dossier qu'il prévoit la mise en place d'un traitement spécifique.</p> <p>L'exploitant précise également dans son dossier qu'en 2021, les valeurs étaient également non-conformes en COVT pour les 2 cheminées du dépoussiéreur de l'atelier F5 (rejets AP n°1 et AP n°2).</p> <p>L'exploitant indique depuis avoir changé le ventilateur avec la mise en place d'un clapet. Il n'a pas réalisé de mesures depuis, les prochaines sont planifiées début 2026 sur le naphthalène (CMR2), aux 2 points de mesure (entrée et sortie).</p> <p>Rappel des dépassements mesurés, pour une VLE à 10 mg/Nm<sup>3</sup> si le flux dépasse 100 g/h :</p> <p>2021 : COV 95.6 mg/Nm<sup>3</sup> pour un flux de 1.89 kg/h</p> <p>2023 : conforme</p> <p>2024 : conforme</p> <p>2025 : 36.7 mg/Nm<sup>3</sup> pour un flux de 0.99 kg/h.</p> <p>Une mesure spécifique du naphthalène a été faite ensuite en 2025, conforme avec 0.0087 mg/Nm<sup>3</sup> pour un flux de 0.24 g/h.</p> <p>Remarque: les dépassements relevés par rapport aux valeurs-cibles de l'arrêté ministériel (applicable au 12 décembre 2026) ne constituent pas à ce jour une non-conformité.</p>		
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>		

Préciser le planning pour la mise en place d'un traitement spécifique au niveau du poste de chargement de naphthalène.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Dioxines et furannes (PCDD et PCDF)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article 5.1.1.5 de l'annexe I

**Thème(s) :** Risques chroniques, Dioxines et furanes (PCDD et PCDF)

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant respecte les valeurs limites d'émission ci-dessous pour les dioxines et furannes (PCDD et PCDF) :

VLE en ng I-TEQ/Nm<sup>3</sup> dans le cas général : 0,05.

**Constats :**

L'exploitant indique dans son dossier :

*"Le site utilise 2 produits chlorés :*

*- L'acide chlorhydrique est uniquement mis en œuvre pour le traitement de l'eau en chaufferie. Il n'est pas utilisé au cours du processus de fabrication.*

*- L'unique autre produit chloré mis en œuvre dans le processus de fabrication de l'usine est le Methyl-2-chloro-propionate : cela représente environ 740 kg/batch, à raison de 10 batchs par an. Ce dernier réagit avec le sodium (Na) d'une autre matière première utilisée dans le procédé de fabrication pour produire du NaCl : par conséquent, du fait de la maîtrise de la réaction complète, aucun rejet de chlore n'est attendu dans les rejets du site, ou alors dans des quantités infinitésimales. Les rejets de cette ligne de fabrication sont dirigés vers l'OTR (Oxydation Thermique Régénérative)."*

L'exploitant estime qu'au regard des caractéristiques des produits, des réactions en jeu et des installations, cette MTD est peu appropriée.

L'exploitant indique également dans son dossier (case AB117 de l'annexe 8) qu'il semble conforme : *"Procédé d'oxydation :*

*- Low-NOx burners, combustion optimisée => conforme aux exigences de la BREF WGC (BAT 16)*

*- Refroidissement rapide des gaz de combustion pour limitation des émissions de PCDD/PCDF (BAT 12)*

*- Traitement des polluants inorganiques (SO<sub>2</sub>) : Par absorption (BAT 18), si le flux de SO<sub>2</sub> dépasse le seuil d'émission de 500 g/h (BAT 16)*

*- Monitoring :*

- Suivi en continu des paramètres clés du flux gazeux en entrée d'OTR, incluant Température et débit.*
- Mesures de rejets atmosphériques 1 fois par an / pouvant être réduite à 1 fois tous les 3 ans si les résultats de mesure sont stables (poussières, NOx, COV totaux, Formaldehyde, Phénol, SO<sub>2</sub>, HCl).*
- Autres mesures : mesures de PCDD/PCDF une fois par an (une fois tous les 3 ans si résultats stables), dans le cas d'oxydation thermique de composés Chlorés ( Methyl-2-Chloropropionate pour Rhodixan.0,738T par batch..)*
- Mesures 2021 et 2022 : conformes aux NEAMTD."*

L'analyse du dossier conduit à la nécessité de vérifier en inspection les justifications de l'exploitant

sur la très faible présence de chlore dans les rejets atmosphériques.  
Les résultats de mesures PCDD/F, mesurées par l'APAVE au rejet OTF en 2025 ne montrent pas de non-conformité : PCDD/PCDF à 0,0 ng/Nm<sup>3</sup>.  
En 2023, la concentration mesurée des PCDD/PCDF était égale à 0.0005 ng/Nm<sup>3</sup> (avec une erreur de saisie dans le tableau de suivi de l'exploitant qui indique 0.0004). La mesure a été réalisée pendant la production de RPDE et geropon DA1349/WP.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant justifiera que ses mesures 2023 et 2025 de PCDD/PCDF sont bien représentatives des émissions de PCDD/PCDF.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 6 : Poussières**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article 5.1.2.1 de l'annexe I

**Thème(s) :** Risques chroniques, Poussières

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant respecte les valeurs limites d'émission ci-dessous pour les poussières.

Composition de l'effluent en poussières	Flux de poussières	VLE exprimée en mg/Nm <sup>3</sup> dans le cas général	Cas particuliers dans lesquels une VLE différente du cas général s'applique
Absence de substance CMR (*)	Lorsque le flux horaire est inférieur à 100 g/h (**)	100	Néant
Absence de substance CMR (*)	Lorsque le flux horaire est supérieur ou égal à 100 g/h (**)	5	- 20 mg/Nm <sup>3</sup> si la condition 1 est remplie ; - 10 mg/Nm <sup>3</sup> si la condition 2 est remplie
Présence de substances CMR (*)	Sans objet	5	- 20 mg/Nm <sup>3</sup> si la condition 1 est remplie ; - 10 mg/Nm <sup>3</sup> si la condition 2 est remplie

(\*) La présence de substance CMR pertinente pour le flux de gaz résiduaire est évaluée d'après l'inventaire mentionné au point 2.2 et sur la base d'un guide reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

(\*\*) Lorsque les poussières ne contiennent pas de substance ou mélange auxquels sont attribués les mentions de danger : H300, H330, H331, H370 et H372, la valeur du flux horaire peut être remplacée par une valeur en flux annuel de 200 kg/an pour les processus de fabrication par lot.

Condition 1 : les techniques suivantes ne sont pas applicables : filtre absolu ou filtre à manche.

Condition 2 : les émissions proviennent de la production de pigments inorganiques complexes par chauffage direct, ou de l'étape de séchage de la production d'E-PVC.

### Constats :

L'exploitant indique dans son dossier:

*"Des filtres à manches sont présents sur chaque atelier de fabrication mettant en œuvre des poudres à savoir F1 Coflake, F5 Rhodiastab et atomiseur F5.*

*NE-AMTD : deux dépassements :*

*=> [Atelier F1] sortie dépoussiéreur conditionnement : les poussières ne contiennent pas de substance CMR. Les émissions sont supérieures à la limite supérieure de la fourchette du NEA-MTD : 1 274 mg/Nm<sup>3</sup> (valeur 2022). Il est envisagé d'étudier la collecte de l'émissaire du dépoussiéreur conditionnement F1 et d'installer un dépoussiéreur à manches efficace, ou de modifier le dépoussiéreur existant.*

*=> [Atelier F5] Cheminée de découplage dépoussiéreur de l'atomiseur : les poussières peuvent contenir du naphthalène (CMR2). Les émissions sont supérieures à la limite supérieure de la fourchette du NEA-MTD : 327,7 mg/Nm<sup>3</sup> (valeur 2023). Il est envisagé de vérifier l'étanchéité et le procédé de mise en route au niveau de la cheminée de découplage de l'atomiseur afin d'éviter tout rejet de poussière par cette cheminée."*

L'Inspection a approfondi le cas des dépassements identifiés :

**=> Atelier F1 - filtre à manche (point 2) :** le filtre a été changé suite à une saturation directe (qui est détectée visuellement) et fera l'objet de premières mesures en 2026. Par ailleurs, il ne tourne qu'une semaine par mois maximum, et n'a pas fait l'objet de production en 2025 par manque de matière première.

**=> Atelier F5 - Cheminée de découplage du dépoussiéreur de l'atomiseur (rejet AP n°2) :** la valeur mesurée en 2023 serait, selon l'exploitant, une erreur de lecture (valeur du paramètre poussière saisie à la place du naphthalène). Les données historiques révèlent d'autres dépassements en émission de poussières.

**=> Filtre à manche de l'atelier F5 :** le filtre de ce point de rejet a été remplacé par un autre filtre, dont les premières mesures seront réalisées en 2026.

L'exploitant indique que les filtres sont suivis avec une alarme au poste de garde et en maintenance préventive. Il dit réfléchir à adapter la fréquence de maintenance préventive.

Remarque : L'Inspection rappelle à l'exploitant l'importance d'une grande rigueur en cas de saisie manuelle des données.

### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant enverra ses fréquences actuelles et modifiées de la maintenance préventive des filtres à poussières.

L'exploitant mettra en place des solutions permettant de limiter les émissions de poussières à la cheminée de découplage de l'atelier F5 (par exemple comme indiqué dans son dossier de réexamen: "Il est envisagé de vérifier l'étanchéité et le procédé de mise en route au niveau de la cheminée de découplage de l'atomiseur afin d'éviter tout rejet de poussière par cette cheminée (atelier F5)" et en informera l'Inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

#### N° 7 : Composés inorganiques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/11/2024, articles 5.1.3.1., 8 et .9 de l'annexe I

**Thème(s) :** Risques chroniques, Composés inorganiques

**Prescription contrôlée :**

**5.1.3.1 : L'exploitant respecte les valeurs limites d'émission ci-dessous pour l'ammoniac.**

Flux	VLE exprimée en mg/Nm <sup>3</sup> dans le cas général	Cas particulier dans lequel une VLE différente du cas général s'applique
Lorsque le flux horaire est supérieur ou égal à 100 g/h	10	20 mg/Nm <sup>3</sup> si la condition 1 est remplie

Condition 1 : les émissions proviennent de l'étape de séchage de la production d'E-PVC, et le remplacement des sels d'ammonium n'est pas possible en raison de spécifications liées à la qualité du produit.

**5.1.3.8 : L'exploitant respecte les valeurs limites d'émission ci-dessous pour les oxydes d'azote.**

Flux	VLE exprimée en mg/Nm <sup>3</sup> dans le cas général	Cas particuliers dans lesquels une VLE différente du cas général s'applique
Lorsque le flux (*) horaire est supérieur ou égal à 1 000 g/h	150	- 200 mg/Nm <sup>3</sup> si la condition 1 est remplie - 220 mg/Nm <sup>3</sup> si la condition 2 est remplie

(\*) La valeur du flux horaire peut être remplacée par une valeur en flux annuel de 2 000 kg/an pour les processus de fabrication par lot

Condition 1 : dans le cas de la production de caprolactame, lorsque les effluents gazeux de procédé contiennent des niveaux de NOx supérieurs à 10 g/Nm<sup>3</sup> avant le traitement au moyen de la RCS ou RNCS et dès lors que l'efficacité de la RCS ou de la RNCS sur le plan de la réduction des émissions est supérieure à 99 %.

Condition 2 : dans le cas de la production d'explosifs, lorsque l'acide nitrique du procédé de production est régénéré ou réutilisé.

**5.1.3.9 : L'exploitant respecte les valeurs limites d'émission ci-dessous pour les oxydes de soufre.**

Flux	VLE exprimée en mg/Nm <sup>3</sup> dans le cas général	Cas particulier dans lequel une VLE différente du cas général s'applique
Lorsque le flux (*) horaire est supérieur ou égal à 1 000 g/h	150	300 mg/Nm <sup>3</sup> si la condition 1 est remplie

(\*) La valeur du flux horaire peut être remplacée par une valeur en flux annuel de 2 000 kg/an pour les processus de fabrication par lot.

Condition 1 : en cas de purification physique ou de reconcentration d'acide sulfurique utilisé.

**Constats :**

L'exploitant indique dans son dossier IED que:

*"Les composés visés par la MTD n°15 sont : SO<sub>x</sub> , NO<sub>x</sub> , NH<sub>3</sub>. Dans les processus de fabrication de l'usine, ni la récupération ni la réutilisation de ces substances ne peut être mis en œuvre : n'ayant aucune utilité / intérêt à être réutilisée dans le process, elles sont détruites. Les processus les mettant en œuvre sont :*

- Fabrication de MIRAPOL : SO<sub>2</sub> = 2 à 3 batchs/an.
- Fabrication de PANN : NH<sub>3</sub> = 1 semaine/mois, 6 batchs/semaine
- Fabrication de RPDE : NO<sub>x</sub> = environ 500 batchs/an".

L'exploitant estime la MTD non adaptée.

Les NO<sub>x</sub>, SO<sub>x</sub> et NH<sub>3</sub> sont traités par colonne d'abattage (absorption).

*"NE-AMTD : 2 dépassements :*

**=> [Atelier F3] Rejet colonne abattage NO<sub>x</sub> :** Les valeurs mesurées respectent la limite supérieure de la fourchette NEA-MTD : 116 mg/Nm<sup>3</sup> (2023). Toutefois, les mesures étant réalisées par batch, elles varient de l'une à l'autre : en 2020, 2021 et 2022, les mesures étaient supérieures à la limite supérieure de la fourchette NEA-MTD.

**=> [Atelier F2] Rejet colonne de lavage NH<sub>3</sub> :** Les valeurs mesurées dépassent la limite supérieure de la fourchette NEA-MTD : 2 126 mg/m<sup>3</sup> (valeur 2022).

*Les NEA-MTD ne sont pas respectées pour les valeurs de rejets de NO<sub>x</sub> et NH<sub>3</sub>, au niveau du rejet de la colonne d'abattage NO<sub>x</sub> et au niveau du rejet de la colonne de lavage NH<sub>3</sub>. Il est prévu : au niveau de la colonne de lavage NH<sub>3</sub> : à la suite du revamping réalisé en 2023, il est envisagé de réaliser de nouvelles mesures (2024) et de mettre en place un traitement à l'acide sulfurique si nécessaire."*

Pour justifier que la MTD n'est pas applicable aux produits MIRAPOL et PANN, l'exploitant indique que :

- pour le MIRAPOL (atelier F5), il procède à quelques (parfois aucun) batchs : 7 en 2024 pour 73 t produites,
- pour le PANN (atelier F2), il procède à une centaine de batchs, 99 en 2024 pour 11 t produites. La dernière mesure du PANN au lavage NH<sub>3</sub> n'a pas été faite l'an passé faute de matière première pour la production. Depuis les dernières mesures réalisées en 2022 (résultats non conformes), le

garnissage de colonne a été changé, mais aucune mesure n'a été faite. La prochaine aura lieu en 2026. La maintenance est confiante dans le fait d'arriver à la conformité.

Pour la fabrication du RPDE (atelier F3), l'exploitant procède à plusieurs centaines de batchs, environ 450 en 2024 pour 11 000 t produites environ. La question de la récupération ou de la réutilisation des NOx se pose. Une colonne d'abattage et un traitement thermique sont déjà en place, ainsi qu'une mesure en continu. Les résultats des mesures réalisées en 2024 étaient de 191 mg/Nm<sup>3</sup> en moyenne, et à 153 mg/Nm<sup>3</sup> en 2025, pour un flux de 1.65 kg/h. L'exploitant espère parvenir à être conforme à terme en continuant ses optimisations du process.

Sur les NOx, l'exploitant indique qu'il a établi un plan d'action (indépendamment des demandes ci-dessous) :

- vérification de l'analyseur,
- mise en place d'un stripping avec plus de produit "DBA" qui conduit à une baisse des flux de 2 000 à 1 250 g/h en moyenne,
- optimisation des appoints d'eau-mis en place d'une "rampe" de température,
- réutilisation du ciel gazeux et au final ils arrivent à presque diviser par 2 leurs rejets.

L'exploitant estime les émissions annuelles de NOx à 5 t.

Un projet de Denox en sortie d'abattage a été étudié mais est très cher.

L'Inspection signale que pour les NOx, le fait de booster le flux par un ventilateur constitue une dilution qui n'est pas autorisée.

L'exploitant considère cependant que le ventilateur est nécessaire pour parvenir à un rejet à 15 m de haut.

Ce point doit être fortement justifié dans la mise à jour du dossier IED et il semble peu probable de ne pas considérer ce process comme une dilution.

L'exploitant a fait une demande sur la possibilité de passer à une mesure sur 24 h plutôt que par batch de 9 h 30 comme c'est le cas actuellement. Sachant que leur mesure est en continu, conforme à la norme QAL 2.

Il ne peut être donné suite à ce stade à cette demande, du fait du "*Guide relatif à la mise en œuvre de l'inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux, et à l'identification des substances pertinentes pour l'application des conclusions sur les meilleures techniques disponibles de la directive « IED »*" qui précise page 23 : "Les caractéristiques de chaque flux peuvent être exprimées par batch ou, dans le cas d'une production continue, par jour. Les quantités annuelles sont calculées en fonction des plannings de production passés ou prévus, ou d'une combinaison pratique des deux."

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le fait que le ventilateur soit indispensable doit être fortement justifié dans la mise à jour du dossier IED et il semble peu probable de ne pas considérer ce process comme une dilution. L'exploitant doit fortement justifier son argumentation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois